

28/05/2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le gouvernement constate que le conflit dans le secteur bancaire, commencé le mardi 26 juin, perturbe fortement l'activité économique du territoire.

Il appelle les deux parties, intersyndicale et Fédération française des banques, à trouver une issue à ce mouvement dans les meilleurs délais. Il n'est pas envisageable pour tous les Calédoniens que ce conflit perdure. Les conséquences sociales et économiques sont particulièrement néfastes.

Il invite les deux parties à se rencontrer sans délai pour sortir de cette impasse. Le gouvernement sera attentif à l'évolution positive de ce dossier.

Si les parties le souhaitent, il se tient, avec ses services, à disposition pour participer à une médiation.